Document generated on 01/11/2025 10:14 a.m.

L'Actualité économique

La percée de l'économie française, par JEAN LECERF. Un vol., 6 po. x 7¾, 351 pages — Arthaud, Paris, 1963

Jean Lotte

Volume 42, Number 2, July–September 1966

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1003293ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1003293ar

See table of contents

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)
1710-3991 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Lotte, J. (1966). Review of [*La percée de l'économie française*, par JEAN LECERF. Un vol., 6 po. x 7¾, 351 pages — Arthaud, Paris, 1963]. *L'Actualité économique*, *42*(2), 370–372. https://doi.org/10.7202/1003293ar

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1966

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

le « miracle allemand » comme un exemple qu'il suffirait de suivre en tous points pour réaliser, dans n'importe quel pays, une croissance rapide et équilibrée.

S'opposant aussi bien aux simplifications hâtives qui ne prennent pas en considération la complexité des phénomènes économiques, qu'aux généralisations injustifiées qui ne tiennent pas compte du caractère historique particulier d'un cas concret, Michel Beaud estime que l'expérience allemande attire cependant l'attention « sur deux conditions dont la réalisation est nécessaire pour que puisse avoir lieu une croissance équilibrée : la réalisation d'un niveau élevé d'épargne et l'adaptation structurelle de la production aux demandes d'investissement et d'exportation » (p. 304). Mais si ces conditions sont nécessaires, elles ne sont pas pour autant suffisantes, et elles n'ont pas résulté, en Allemagne, du jeu automatique de mécanismes naturels.

En effet, après avoir examiné « l'action des pouvoirs », l'auteur peut écrire : « Ce n'est pas une économie de marché parce que les pouvoirs, notamment les entrepreneurs, ne sont pas soumis aux mécanismes de marché, à la discipline du marché qu'ils dominent et contrôlent largement. C'est une économie de plans parce que pouvoirs publics et privés établissent, confrontent, harmonisent des plans dont ils imposent la réalisation par tous les moyens, y compris par l'intermédiaire des mécanismes de marché subsistants. » (p. 305). Ceci lui permet de conclure que l'économie de la République fédérale est une économie dirigée par une confédération de pouvoirs publics et privés.

Ainsi, Michel Beaud, en montrant que les pouvoirs publics ont eu en Allemagne fédérale un rôle en tout comparable à ce qu'il est dans les pays de planification indicative comme la France, en mettant en évidence le renforcement des pouvoirs privés à travers la concentration de la production, la renaissance des Konzerns, le renforcement des ententes et des groupements, fait tomber le mythe du libéralisme intégral allemand. Étant donné la documentation et les informations raisonnées qui lui permettent d'arriver à ces conclusions, on peut être reconnaissant à l'auteur de l'objectivité dont il fait preuve dans son travail de recherche minutieuse. Par son ouvrage, qui a été couronné par le Prix Bertrand Nogaro il supprime des images d'Épinal, mais la science économique y gagne.

Louis Reboud

La percée de l'économie française, par JEAN LECERF. Un vol., 6 po. x 7¾, 351 pages. — Arthaud, Paris, 1963.

Voici une excellente histoire économique, se rapportant à la France et s'étendant de la fin de la seconde guerre mondiale à 1963. Cette période mérite d'être connue et étudiée, car elle est peu banale dans l'histoire économique française et l'histoire économique tout court : elle permet de voir comment une économie dévastée, et ayant précédemment perdu son dynamisme, s'est redressée, de façon assez spectaculaire dans certains domaines, et a effectué sa « percée » dans le monde moderne. L'essentiel est dit ici de façon très claire, les deux premiers tiers du livre tournant autour du thème général : expansion (économique) et stabilité (monétaire).

L'auteur, journaliste économique bien connu en France, analyse d'abord les bouleversements structurels intervenus au lendemain de la Libération (nationalisation, plan...) et les conséquences de la politique dirigiste d'alors : reconstruction rapide, expansion, mais inflation (« le franc écrasé »). À partir de 1950, la fin de la IV^e^ République est marquée par la recherche de la stabilité dans l'expansion, et J. Lecerf découpe cette période en quatre parties correspondant chacune à une politique économique différente symbolisée par un homme :

— l'expérience Pinay (1952), première expérience « de droite » en France depuis la guerre, marquée par la stabilisation du franc (arrêt de l'inflation qui devait durer jusqu'en 1956), mais aussi par l'arrêt de la croissance, de mauvaises finances publiques et de mauvais comptes extérieurs.

— l'expérience Edgar Faure (1954-55), à l'origine de la grande expansion de l'économie française, période également de stabilité des prix, mais qui bénéficia de circonstances exceptionnellement favorables.

— l'expérience socialiste Ramadier-Mollet (1956-57) qui joignit à l'expansion un certain progrès social (assurance-vieillesse...) mais qui buta sur des problèmes coûteux (Suez, Algérie), ce qui fit repartir l'inflation.

— l'expérience Gaillard-Pflimlin (1957-58) ou « opération-vérité » qui assainit l'économie en rétablissant l'équilibre budgétaire et en supprimant les subventions artificielles aux prix, de l'époque précédente, opération courageuse mais insuffisante.

Passant ensuite au régime gaulliste (« l'ère du franc lourd »), l'auteur analyse les réformes de 1958 (« le franc retrouvé ») et leur succès sur les prix (première dévaluation réussie en France), sur le commerce extérieur devenu excédentaire, sur l'expansion qui ne fut troublée que quelques mois, sur la paix sociale qui fut plutôt renforcée à l'époque. Puis il examine la gestion de MM. Baumgartner et Giscard d'Estaing et montre que, contrairement à ce que pensaient les tenants de la politique nouvelle, le conflit expansion-stabilité n'a pas été entièrement résolu. On l'a bien vu depuis.

Un des thèmes majeurs de l'auteur est celui de la libération des échanges : contrairement à une opinion largement répandue en France, ce n'est pas le protectionnisme, mais l'ouverture des frontières qui permet à la fois de stimuler la production et de limiter l'inflation. Par ailleurs, avec une grande indépendance d'esprit, J. Lecerf montre les lumières et les ombres de chaque phase recensée, ce qui permet de constater, par exemple, l'imprécision de la politique préconisée par Mendès-France en 1945, les graves insuffisances de M. Pinay en 1952, les illusions de M. Baumgartner en 1961.

La dernière partie du livre est peut-être la moins réussie : l'auteur y énumère les problèmes de la France d'aujourd'hui sans les relier suffisamment et sans les approfondir sérieusement.

*
* *

Dans une intéressante postface, M. Raymond Aron essaie de déterminer les incidences du Marché Commun et de la planification sur le redressement français.

Quant aux raisons profondes de l'étonnant renouveau de l'économie française, il se rallie à la thèse du Pr Kindleberger (« *The Postwar Resurgence of the French Economy* »), qui met en avant les facteurs sociologiques et non pas économiques ni matériels. « La collectivité française a changé, écrit M. Raymond Aron, d'autres hommes ont accédé aux postes de commandement, et, même quand les anciens sont restés en place, leur attitude a changé, »... » De nouvelles conceptions économiques dans la classe dirigeante, une meilleure information, des services moins imparfaits de comptabilité nationale, ont permis le renouvellement de l'administration, la diffusion, à travers le pays, d'une volonté naguère restreinte à des milieux étroits. La France a toujours eu des saints-simoniens, des « productivistes ». Mais techniciens et technocrates étaient contestés et les défenseurs du bas de laine, les tenants de l'équilibre entre industrie et agriculture résistaient encore, et, à chaque menace de dépression, tentaient une contre-offensive. Cette fois, et définitivement, l'évangile de la production et de la productivité a balayé la nostalgie du passé et le rêve d'une France paysanne ».

Jean Lotte

L'économie internationale depuis 1950, par JEAN WEILLER. Un vol., 6 po. x 9½, broché, 250 pages. — LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, Paris, 1965.

En s'efforçant d'élaborer une théorie des politiques économiques, le professeur Jean Weiller ouvre une voie prometteuse aux recherches d'économie internationale. L'auteur le fait justement remarquer : les nouveaux problèmes, dans ce domaine, sont essentiellement des problèmes de politique économique et de négociations internationales (intégration territoriale, coopération intergouvernementale, etc.), donc de transformation de certaines structures d'encadrement.

Pour J. Weiller, les structures ne sont pas des données qu'il ne faut pas remettre en question. S'il faut les retenir c'est, au contraire, pour tenter le passage de l'analyse structurale à la théorie des politiques économiques et des stratégies intergouvernementales. Les structures d'échanges ne sont pas des données « naturelles », mais bien plutôt le résultat d'interventions multiples qui traduisent chez les États participants une préférence de structure, une préférence pour un mode d'expansion, et des préférences de politiques économiques.

En somme, l'auteur est d'avis que la prise en considération des structures d'échange existantes, l'élaboration d'une théorie des politiques économiques et des stratégies intergouvernementales, constituent des étapes nécessaires à la détermination des conditions à remplir en vue d'une coopération généralisée.

L'ouvrage se divise en quatre parties. Dans la première, J. Weiller analyse les réseaux de commerce mondial et les perspectives européennes. L'auteur montre alors combien diverses sont les interventions politiques et les formes de l'action sur les structures d'échange. Il le fait en étudiant d'abord les « deux modèles britanniques de politique monétaire » puis, d'autres expériences de politique économique (États-Unis, Allemagne, France).